

QUESTION ÉCRITE E-1605/07

posée par Marc Tarabella (PSE), Lilli Gruber (PSE) et Raimon Obiols i Germà (PSE)  
à la Commission

Objet: Problèmes transfrontaliers des consommateurs

Dans un communiqué de presse IP/07/253 du 27 février 2007 sur les "mesures rigoureuses contre les fraudeurs transfrontaliers", la Commission conseille vivement aux consommateurs qui ont un problème avec un commerçant transfrontalier de "contacter le centre européen des consommateurs de votre pays".

On ne peut qu'applaudir vivement à de tels conseils, en particulier pour régler les multiples problèmes rencontrés par les consommateurs effectuant un achat important dans un autre État membre (prix, garantie, service après-vente), ainsi qu'en attestent de nombreuses enquêtes d'opinion effectuées par la Commission.

C'est ce qui a fait le succès croissant de nombreux centres européens des consommateurs situés dans les régions frontalières et cofinancés par la Commission.

- La Commission peut-elle, dans ce cas, expliquer pour quelle raison elle a cru bon de cautionner, sinon d'encourager la centralisation dans les capitales des États membres de nombreux centres européens des consommateurs situés dans les zones frontalières et qui fonctionnaient de façon très efficace, tels que ceux de Barcelone, Bolzano ou Eupen?

Pour ces mêmes raisons, des États membres tels que la France et l'Allemagne ont néanmoins pris la sage décision de maintenir leur centre à la frontière, refusant de les transférer dans la capitale.

- La Commission n'estime-t-elle pas que le réseau des centres est devenu hybride, sauf si, dans chaque État membre, elle maintient au minimum des "antennes frontalières"? Dans le cas contraire, pourquoi a-t-elle développé une philosophie à "géométrie variable" pour régler des problèmes similaires?
- Enfin, la Commission, pour se mettre en accord avec sa volonté renforcée de confier un rôle majeur aux centres européens des consommateurs, a-t-elle l'intention d'augmenter sensiblement les moyens financiers accordés à ceux-ci, afin qu'ils soient en mesure de répondre de façon rapide et efficace aux problèmes de plus en plus complexes des citoyens?